



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

A.C.C.E.N.T.S DES ETATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ETATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-08 du 6 mai 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. L'USTR lance la procédure de revue des droits additionnels imposés par l'Administration Trump sur les importations en provenance de Chine

Climat – énergie – environnement

2. Accélération de la coopération US-UE sur l'éolien offshore

Transport et infrastructure

3. L'administration Biden annonce un financement de 3,16 Md USD pour stimuler la production domestique des batteries électriques

Numérique et innovation

4. L'élan syndical enrayé chez Amazon
5. Audience au Sénat sur la transparence des plateformes et l'impact des réseaux sociaux

Santé

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'USTR lance la procédure de revue des droits additionnels imposés par l'Administration Trump sur les importations en provenance de Chine

L'USTR a [publié](#) le 3 mai une notification à destination des entreprises américaines, visant à les informer de l'arrivée prochaine à expiration des droits de douanes additionnels adoptés entre 2018 et 2019 par l'administration Trump sur les biens importés de Chine. Les entreprises américaines « bénéficiant de ces mesures » sont ainsi informées de l'expiration automatique des droits de douane quatre ans après leur entrée en vigueur, en cas d'absence de demande de prolongation. Si une ou plusieurs entreprises demandent d'ici là la prolongation des droits, l'USTR déclenchera formellement le processus de réexamen des mesures, qui resteront en vigueur le temps du réexamen. Pour mémoire, ces droits de douanes additionnels avaient été mis en place sur le fondement de la section 301 du Trade Act par quatre tranches successives entre juillet 2018 et septembre 2019.

Cette revue des tarifs 301 intervient dans un contexte apparent de dissensions internes au sein de l'Administration sur la pertinence de lever ces droits de douanes additionnels pour faire baisser l'inflation. Le Conseil de sécurité nationale (par la

[voix](#) de Daleep Singh, conseiller adjoint à la sécurité nationale) et le Département du Trésor (par la [voix](#) de la Secrétaire Janet Yellen) ont récemment suggéré que la levée partielle de ces droits de douanes pourrait soulager la pression à la hausse sur les prix à la consommation. Sans fermer la porte à une évolution de ces tarifs, la Représentante au commerce (USTR) Katherine Tai a de son côté publiquement [exprimé](#) que la levée totale des tarifs n'aurait qu'un impact limité sur l'inflation, tout en réduisant le levier des Etats-Unis dans leurs discussions commerciales avec la Chine.

Brèves

- A la suite de la [publication](#) par la Directrice générale de l'OMC d'une proposition de texte de compromis relatif à la levée des droits de propriété intellectuelle sur les vaccins contre la Covid-19, l'ambassadrice américaine à l'OMC, Maria Pagan, a [diffusé](#) le 3 mai 2022 un communiqué soulignant le rôle actif des Etats-Unis dans ces discussions et la volonté de l'administration de poursuivre son engagement avec les membres du Congrès, les parties prenantes et les membres de l'OMC afin d'examiner le texte proposé, sans toutefois clarifier à ce stade la position de l'Amérique vis-à-vis de cette proposition de compromis.

Climat- Energie - Environnement

2. Accélération de la coopération US-UE sur l'éolien offshore

Le 25 mars dernier, le président Biden et la présidente Von der Leyen s'étaient conjointement [engagés à réduire la dépendance énergétique européenne à la Russie](#), notamment par un déploiement plus rapide des énergies propres. A l'heure actuelle, seulement 42MW d'éolien offshore sont installés aux Etats-Unis, soit 0,1% de [l'objectif de 30GW pour 2030](#). La [mise en vente d'ici 2025 de 7 nouvelles concessions](#), avec une enveloppe fédérale de \$12 milliards, participera à l'atteinte de cet objectif. L'Union Européenne, ayant déjà déployé 16GW d'éolien offshore, a défini quant à elle une [stratégie visant à atteindre 60GW d'éoliennes offshore en 2030](#).

Dans la lignée de ces objectifs, un [forum commercial de haut-niveau sur l'éolien offshore](#) réunissait le 27 avril dernier, représentants politiques et entreprises, afin d'accélérer la coopération UE-US autour de cette technologie. Centré sur les politiques et les investissements nécessaires à l'atteinte des objectifs mentionnés, l'objectif est d'accompagner la constitution de champions industriels. Les Etats-Unis affichent l'ambition de capter sur leur territoire une part substantielle de la chaîne de valeur de la filière. Ils indiquent aussi leur intérêt pour les différents modèles de rémunération de la filière qui peuvent avoir cours dans l'Union européenne.

Transport et Infrastructure

3. L'administration Biden annonce un financement de 3,16 Md USD pour stimuler la production domestique des batteries électriques

Le [Department of Energy \(DoE\)](#) a annoncé ce lundi 2 mai la mise à disposition de 3,16 Md USD destinés à soutenir les chaînes de production et d'approvisionnement domestiques dans le secteur des batteries pour les véhicules électriques. Inscrits dans le plan fédéral pour les infrastructures promulgué en novembre dernier (*Bipartisan Infrastructure Law*), ces financements s'adresseront à une large palette de projets, ayant trait notamment à la création, la reconversion ou l'extension d'installations industrielles, la démonstration de procédés de fabrication ou encore le recyclage de batteries. 60 M USD seront consacrés plus spécifiquement aux efforts de revalorisation des batteries usagées, s'attachant par exemple à rechercher des applications de seconde vie ou à mettre au point des procédés permettant de réinsérer certains matériaux recyclés dans les chaînes de fabrication.

L'administration fédérale présente ces financements comme des éléments clé de sa stratégie inter-agences sur les chaînes de valeur qui vise non seulement à « renforcer l'indépendance énergétique du pays pour réduire sa dépendance à l'égard de nations concurrentes », mais également à appuyer l'objectif fixé par le Président Biden de faire en sorte que d'ici 2030 la moitié des véhicules vendus en Amérique soient électriques.

Notant à ce titre que le marché mondial des batteries lithium-ion devrait progresser rapidement au cours de la prochaine décennie, le DoE souligne le travail mené de pair avec l'industrie pour préparer le pays à cette croissance de la demande. Le communiqué du DoE reprend en outre les propos de plusieurs élus démocrates au Congrès qui se sont félicités de ces investissements, à l'instar de la Sénatrice Stabenow pour l'Etat du Michigan, où sont implantées les principales capacités de production automobiles du pays, ou encore de la Sénatrice Cortez Masto pour l'Etat du Nevada, qui accueille plusieurs industries innovantes oeuvrant dans la production et le recyclage des batteries.

Numerique et Innovation

4. L'élan syndical enrayé chez Amazon

Appelés à se prononcer sur la possibilité d'adhérer à une structure syndicale, les salariés de l'entrepôt LDJ5 d'Amazon, à Staten Island, ont majoritairement rejeté la proposition syndicale (618 voix contre, 380 pour) lundi 2 mai 2022. Cette décision marque un coup d'arrêt pour le syndicat Amazon Labor Union (ALU), lequel espérait capitaliser sur la victoire historique acquise dans un entrepôt voisin en avril (JFK8). Malgré un soutien politique de Bernie Sanders et d'Alexandria Ocasio-Cortez par exemple, les salariés de l'entrepôt n'ont pas franchi le pas de même que les salariés de l'entrepôt emblématique de Bessemer en Géorgie malgré le soutien du Président Biden le 9 avril 2021. Au contraire, la campagne antisyndicale musclée géant de Seattle lui aura permis d'enrayer l'élan de la première syndicalisation de l'histoire de l'entreprise. Ainsi, dans un [mail](#) transmis à la presse, la porte-parole d'Amazon se félicite d'un résultat qui permet à l'entreprise de poursuivre un « travail direct » avec les employés.

5. Audience au Sénat sur la transparence des plateformes et l'impact des réseaux sociaux

Le 4 mai 2022 s'est tenue devant le sous-comité sur la confidentialité, la technologie et le droit du Sénat, une [audience sur la transparence des plateformes et l'impact des réseaux sociaux](#), visant à discuter de l'équilibre à trouver entre donner aux chercheurs accès aux données des plateformes tout en garantissant la protection de la vie privée des individus. Nathaniel Persily, professeur et codirecteur du Stanford Cyber Policy Center, a notamment déclaré aux sénateurs que « nous ne pouvons pas vivre dans un monde où Facebook et Google savent presque tout sur nous, et nous ne savons presque rien d'eux. Ces plateformes ont perdu leur droit au secret, et il est plus que temps que des personnes qui ne soient pas les propres data scientists employés par ces entreprises se voient accorder l'accès aux données qui révèlent l'impact de ces plateformes sur l'écosystème de l'information ». Daphne Keller, directrice du programme sur la réglementation des plateformes au Cyber Policy Center de l'Université de Stanford, a ajouté que "nous ne pouvons pas avoir à la fois une recherche optimale et une confidentialité optimale : les législateurs doivent

porter des jugements de valeur et des compromis entre les deux", tandis que Brandon Silverman, l'ancien fondateur et co-PDG de CrowdTangle, un outil d'analyse des médias sociaux acquis par Facebook, a affirmé que « le plus grand défi est que, dans l'industrie en ce moment, vous pouvez simplement vous en sortir sans faire preuve d'aucune transparence ». Enfin, Jonathan Haidt, professeur à l'Université de New York, a déclaré que "les chercheurs travaillent avec une main liée dans le dos; presque toutes les données sont là, mais nous ne pouvons pas y accéder. Nous volons à l'aveugle, tandis que les entreprises de médias sociaux savent exactement ce que les enfants consomment ».

Brèves

- Le 4 mai, le Président Biden a signé [un décret présidentiel](#) (executive order) visant à renforcer le « [National Quantum Initiative Advisory Committee](#) », le principal organe consultatif d'experts indépendants du gouvernement fédéral sur l'informatique quantique. Le décret présidentiel place le comité consultatif directement sous l'autorité de la Maison Blanche, garantissant que le président, le Congrès, les départements et agences fédéraux et le grand public reçoivent les informations les plus récentes, précises et pertinentes sur la science et la technologie de l'information quantique afin de guider l'élaboration des politiques américaines en la matière et faire progresser son avance technologique. Par ailleurs, le président a également signé le même jour un [mémorandum sur la sécurité nationale](#) décrivant le plan de l'administration pour faire face aux risques posés par les ordinateurs quantiques à la cybersécurité américaine.
- Facebook a confirmé, par voie de [presse](#), l'arrêt progressif de sa plateforme de podcast, moins d'un an après son lancement. Le groupe justifie cet arrêt par la volonté de simplifier son offre audio en se concentrant sur les produits les plus expérimentiels. La plateforme disparaîtrait dès le 3 juin.
- Le 29 avril, les Représentantes Lori Trahan (MA-03) et Kathy Castor (FL-14), ainsi que les Sénateurs Edward J. Markey (D-MA) et Richard Blumenthal (D-CT), ont envoyé une [lettre](#) au PDG de Meta, Mark Zuckerberg, concernant une nouvelle étude sur la prolifération des contenus faisant la promotion des troubles alimentaires sur Instagram. Le [rapport](#), réalisé par Fairplay, une ONG engagée en faveur des droits des enfants qui milite notamment pour l'interdiction du marketing destiné aux enfants, document la manière dont Meta cible les enfants et les adolescents en fonction de leur activité sur Instagram et utilise ces informations pour pousser de manière algorithmique le contenu qui peut encourager un comportement alimentaire dangereux. Dans leur lettre, les membres du Congrès estiment que « Meta a l'obligation de donner la priorité au bien-être de ses jeunes utilisateurs, et les représentants de l'entreprise ont déclaré devant le Congrès que Meta s'engage pour la santé et la sécurité des enfants et des adolescents qui utilisent ses plateformes ».
- Le 27 avril, dans une [lettre](#), la branche antitrust de l'American Bar Association, a dit s'inquiéter de [l'American Innovation and Choice Online Act](#), projet de loi de la sénatrice Amy Klobuchar en matière d'antitrust numérique. Elle s'est plainte des ambiguïtés et des écarts par rapport à l'approche antitrust régissant les autres marchés que le numérique

Santé

Brève

- Suite aux critiques existantes autour du médicament Adulhem contre Alzheimer et la restriction de sa couverture par le plan

Medicaid, le CEO de Biogen, Michel Vounatsos [a annoncé](#) le 3 mai 2022 sa démission prochaine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.


**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité